

ELECTIONS PROFESSIONNELLES de la Fonction Publique du 1er au 8 décembre 2022



NOUS REVENDIQUONS

une réduction du temps de travail des enseignant-es et la déconnexion du temps élève (26h) du temps enseignant (18h+6h)

une vraie réforme sur les rythmes scolaires (cadre national de la semaine scolaire, alternance 7 à 8 semaines de classes, 2 semaines de vacances)

une augmentation des moyens pour garantir l'existence de toutes les écoles publiques

une baisse des effectifs dans toutes les classes (20 élèves par classe et 15 en éducation prioritaire) et des écoles à taille humaine

une revalorisation de l'enseignement adapté et spécialisé ainsi qu'un recrutement adapté

la fin de la précarité des personnels (AVS, AESH...) par la création des métiers statutaires pour la prise en charge du handicap

une véritable formation initiale et continue sur le temps de travail

la garantie de la liberté pédagogique et la reconnaissance de notre professionnalisme et des programmes ambitieux

la titularisation sans condition de concours ni de nationalité, avec une formation adaptée, de tous-tes les non-titulaires

un rôle du Conseil des Maître-sses renforcé pour le fonctionnement des écoles avec des directeur-trices aidé-e-s par des personnels administratifs statutaires et les moyens de travailler collectivement.



COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DÉPARTEMENTALE
PROFESSEUR·ES DE ECOLES ET INSTITUTEUR·TRICES

La politique des gouvernements Macron renforce une école à deux vitesses qui trie et sélectionne, qui accentue les déterminismes sociaux. Les décisions ministérielles basées sur l'idéologie du ministre, l'exploitation des nouvelles « sciences » et des réductions budgétaires sont une négation de l'expertise et du professionnalisme des enseignant-es, dégradent nos conditions de travail, explosent le cadre collectif, réduisent la liberté pédagogique.

Cette école broie les personnels et cherche à les formater. Elle ne permet pas aux enseignant-es de travailler sereinement. Les réformes successives accentuent les inégalités territoriales, opposent les écoles et les personnels. Les injonctions incessantes et contradictoires nuisent gravement au bien être des élèves et sont sources de souffrance au travail.

Pour la CGT éduc'action, il est urgent de changer fondamentalement cette école.



Avec les personnels, la CGT Educ'action s'oppose :

- A l'Ecole de la reproduction et du tri social.
- A la déqualification de notre métier qui s'instaure
- Au Socle Commun et à la mécanisation des apprentissages.
- Aux classes surchargées et à la pénurie d'enseignant-e-s.

cgteducprimaire@cgteducvar.fr
07 82 07 94 27

#jevotecgteduc2022

vu les candidat-es

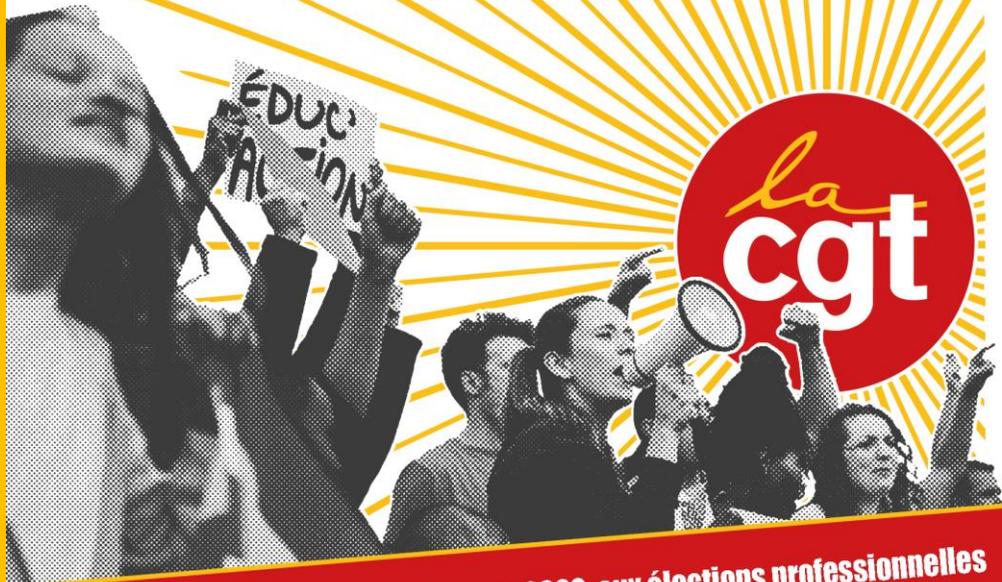


La CGT Educ'action défend tous les personnels de l'Éducation nationale

Élections Professionnelles

2022

**AVEC LA CGT,
FAISONS UN AUTRE CHOIX
DE SOCIÉTÉ**



Du 1^{er} au 8 décembre 2022, aux élections professionnelles



#jevotecgteduc2022

Contact :

01 55 82 76 55

unsen@cgteduc.fr

CGT Educ'action - 263, rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil

Ecole du futur : pour quel avenir ?

Nos élèves, évalués, triés en toute « bienveillance », biberonnés aux seuls fondamentaux auront pour la plupart les compétences nécessaires et suffisantes pour venir occuper les emplois peu qualifiés du futur, quand ils ne seront tout simplement pas relégués au rôle d'assistés. Les entreprises, élues « meilleures formatrices de l'année » par nos dirigeants, viendront avantageusement remplacer les professeurs des LP et universités. Quant à ceux qui pourront payer cours particuliers, écoles privées, diplômes, ils occuperont les postes les mieux payés. Égalité des chances du futur...

Pour accomplir ce beau programme, les professionnels du premier degré, sorte de canards sans tête, abreuvés de jargon managérial, d'injonctions contradictoires et de perpétuels vrais faux changements, « coopéreront »* en toute « bienveillance » avec les élus, les parents, les « bonnes associations »* et le rectorat qui s'immisceront dans les choix des « bonnes réponses pédagogiques »*. Mise sous tutelle du futur...

Quant aux rémunérations et au statut, pacte, nouvelles missions, fonds d'innovations pédagogiques, contractualisation, gestion locale viendront finir d'achever ce que les conquêtes sociales avaient institué.

Pour la CGT Educ'Action du Var, ce futur-là est inacceptable. Donnons un avenir qui ait du sens aux élèves et aux professionnels !

* Discours E. Macron, 3 octobre 2002

Les militant.es de la CGT Educ'Action du Var